



CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 7 SEPTEMBRE 2017

PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille dix-sept et le sept septembre, le Conseil de Communauté s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe GUILLOT-VIGNOT.

Date de convocation : jeudi 31 août 2017

Nombre de membres en exercice : 34 – Nombre de présents : 24 – Nombre de votants : 30

Etaient présents : Gérard BOUVIER – Madeleine PLATHIER – Béatrice MASSON – Yves MEYER – Francis SIGOIRE – Fabrice BEAUVOIS – Andrée RACCURT – François DROGUE – Gérard RAPHANEL – Marie-Hélène TROSSELY – Danielle BOUCHARD – Philippe GUILLOT-VIGNOT – Léonise SARAIVA – Bernard SIMPLEX – Jacky BERNARD – Monique BERNELIN – Romain DAUBIÉ – Bertrand GUILLET – Nathalie MONDY – Christian PRADIER – Josette SAVARINO – Jean-Louis GAGNEUX – Marc GRIMAND – Daniel CHABERT

Etaient représentés : Patrick MÉANT ayant donné pouvoir à Gérard BOUVIER,
Nathalie PELLET ayant donné pouvoir à Yves MEYER,
Norbert VAINA ayant donné pouvoir à Bernard SIMPLEX,
Daniel BOUCHARD ayant donné pouvoir à Romain DAUBIÉ,
Patrick BATTISTA ayant donné pouvoir à Philippe GUILLOT-VIGNOT,
Michel LEVRAT ayant donné pouvoir à Daniel CHABERT,

Etaient excusés : Marie-Hélène GRANDCOLIN – Christiane GUERRERO – Nathalie VAUDAN – Patricia ARRIAZA-OLMO

Secrétaire de séance : Gérard RAPHANEL

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Le Président propose la désignation de M. Gérard RAPHANEL comme secrétaire de séance.

Le Conseil de Communauté, à l'unanimité des membres présents :

✚ **DESIGNE** M. Gérard RAPHANEL comme secrétaire de séance.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 6 JUILLET 2017

Le Président soumet à l'approbation de l'Assemblée le compte-rendu du 6 juillet 2017, pour lequel aucune modification n'a été apportée.

Le conseil de communauté, à l'unanimité des membres présents lors de ladite réunion (absences de Jacky BERNARD et Nathalie PELLET) :

✚ **APPROUVE** le compte-rendu tel qu'il lui a été présenté.

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE DE L'ANNEE 2016

Le Président rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Le rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Arrivée de Jacky BERNARD

Après présentation, le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à 26 voix pour (la commune de Beligneux ne prenant pas part au vote) :

- ✚ **ADOpte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable,
- ✚ **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération,
- ✚ **DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr,
- ✚ **DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

Interventions :

Fabrice BEAUVOIS : Signale la récurrence lors des orages du problème de surpresseur de Bressolles qui disjoncte.

Philippe GUILLOT-VIGNOT : Un diagnostic électrique sera lancé prochainement.

Gérard BOUVIER : Intervient à nouveau sur le sable contenu dans l'eau.

P. GUILLOT-VIGNOT : Les travaux sont programmés pour 2018.

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE L'ANNEE 2016

Arrivée de Nathalie PELLET

Le Président rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.
Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation, le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ✚ **ADOpte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif,
- ✚ **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération,
- ✚ **DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr,
- ✚ **DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

Intervention :

Madeleine PLATHIER : Adresse ses remerciements à Sophie BUFFET, grande professionnelle très compétente dans sa spécialité.

RECONSTRUCTION DES STEP DE SAINTE CROIX ET CORDIEUX / ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'AIN ET DE L'AGENCE DE L'EAU

Monsieur le Président explique que les stations d'épuration existantes de Sainte Croix et Cordieux sont vétustes et en surcharge hydraulique. Elles sont jugées non conformes aux obligations réglementaires. Il est donc nécessaire de renouveler ces installations.

En 2015, la 3CM a lancé une mission de maîtrise d'œuvre afin d'étudier le renouvellement de ces deux ouvrages. Lors de l'étude de faisabilité, deux options ont été étudiées : soit le remplacement en lieu et place des deux stations, soit la réalisation d'une station à Sainte Croix récupérant les eaux usées de Sainte Croix et de Cordieux via la réalisation d'un réseau de transport.

Après une comparaison technique et financière de ces deux options, la solution qui est apparue la plus intéressante, est celle de la construction de deux nouvelles stations à proximité immédiate de celles existantes.

Monsieur le Président précise que les projets de **reconstruction des stations d'épuration de Sainte Croix et Cordieux** sont susceptibles de bénéficier de l'aide du Conseil Départemental de l'Ain et de l'Agence de l'Eau selon les modalités du Plan Départemental de l'Eau et du programme d'action « Sauvons l'Eau ! » (2013-2018).

Aussi, afin de percevoir la subvention qui pourrait être octroyée par le Conseil Départemental et l'Agence de l'Eau, il convient :

- De valider
 - la totalité du projet (descriptif technique, lieu d'implantation des ouvrages,...),
 - le montant HT des études et travaux, et les modalités financières de ces derniers,
 - l'engagement de la collectivité à mener à terme ce projet,
- De solliciter l'aide du Conseil Départemental et de l'Agence de l'Eau,
- D'autoriser, pour ce projet de **reconstruction des stations d'épuration de Sainte Croix et Cordieux**, le Département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence pour le compte de **la communauté de communes de la Côtère à Montluel** et à lui reverser,
- De demander, en justifiant et en motivant cette demande, un démarrage anticipé du projet à l'ensemble des financeurs éventuels, sans que cela n'engage ces derniers.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **VALIDE** la totalité du **projet de reconstruction des stations d'épuration de Sainte Croix et Cordieux** (descriptif technique, lieu d'implantation des ouvrages, ...),
- ✚ **VALIDE** le montant HT **1 454 316.50 €** du projet (études et travaux), et les modalités financières de ce dernier,

- ✚ **VALIDE** l'engagement de la collectivité à mener à terme ce projet de **reconstruction des stations d'épuration de Sainte Croix et Cordieux**,
- ✚ **SOLLICITE** les aides du Conseil Départemental de l'Ain et de l'Agence de l'Eau pour ce projet,
- ✚ **AUTORISE**, pour ce projet de **reconstruction des stations d'épuration de Sainte Croix et Cordieux**, le Département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence pour le compte de **la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel** et à lui reverser,
- ✚ **DEMANDE** l'autorisation au Conseil Départemental de l'Ain et à l'Agence de l'Eau de pouvoir commencer ce projet par anticipation, sans préjuger des aides éventuelles qui pourraient être attribuées.

CONVENTION ENTRE LA 3CM ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'AIN EN VUE DE LA REALISATION DES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT AU DROIT DU PROJET D'AMENAGEMENT DE SURFACE PORTE PAR LE DEPARTEMENT RUE DE LA GARE A BELIGNEUX

Monsieur le Président explique que le Conseil Départemental de l'Ain réalise l'aménagement d'un passage inférieur rue de la gare à Béligneux.

Après les résultats d'un premier diagnostic du réseau d'assainissement en 2015, la 3CM a procédé, début 2017, à une inspection télévisée du réseau d'assainissement situé au droit de l'emprise des travaux d'aménagement de la rue de la Gare. Il s'avère que ces investigations ont montré un réseau en mauvais état général avec des dégradations importantes ponctuellement. Cet état n'avait pas été révélé lors du diagnostic effectué en 2015.

Afin de ne pas retarder les travaux d'aménagement de surface, un projet de convention a été établi avec le Conseil Départemental de l'Ain visant à déléguer au Département la réalisation des travaux d'assainissement afin qu'ils puissent être intégrés à son marché de travaux via un avenant, et précisant les modalités de remboursement de l'avance que le Département engage pour le financement de ces travaux.

La présente convention définit les modalités techniques et financières de la réalisation des travaux de renouvellement du réseau d'assainissement rue de la Gare à Béligneux, dans le cadre des travaux d'aménagement de voirie.

L'accord de l'assemblée est donc sollicité pour la signature de cette convention.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **APPROUVE** la convention telle qu'elle lui a été présentée,
- ✚ **AUTORISE** le Président à la signer.

MISE EN SEPARATIF ET RACCORDEMENT DES EFFLUENTS DE BRESSOLLES SUR LA STEP DES ILES A NIEVROZ / ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'AIN ET DE L'AGENCE DE L'EAU

Monsieur le Président explique que dans le cadre de l'étude diagnostique des systèmes d'assainissement sur le territoire de la 3CM réalisée en 2015, un programme pluriannuel de travaux basé sur les priorités techniques a été défini.

Une des priorités inscrites dans ce programme de travaux est la mise en séparatif du réseau d'assainissement de Bressolles et son raccordement au système d'assainissement de la STEP des îles à Niévroz. Ces travaux permettent la suppression de deux petites stations d'épuration très vétustes et actuellement non conformes : STEP du Bourg de Bressolles (733 EH) et la STEP du Bonnet à Bressolles (100 EH).

Il est donc projeté la mise en séparatif de l'ensemble du réseau communal de Bressolles avec réutilisation du réseau existant en réseau d'eaux pluviales, et raccordement de ce nouveau réseau d'eaux usées au réseau de Dagneux relevant du système d'assainissement de la STEP des îles à Niévroz. Dans le cadre du dimensionnement de cette STEP, le raccordement de Bressolles a été pris en compte et a été intégré à l'arrêté d'autorisation de la station.

La suppression des deux stations d'épuration aura pour effet de supprimer les sources de pollution qu'elles génèrent vers le milieu naturel. Le point de rejet de la STEP du bourg est un torrent qui part du bourg et qui se jette dans le Merdanson, affluent du Cottey. En période d'étiage, la STEP est la seule alimentation de ce torrent. L'Agence Française pour la Biodiversité a déjà effectué plusieurs constats de pollution du milieu par le rejet de la station d'épuration en période d'étiage.

Le point de rejet de la STEP du Bonnet est un vallon sec qui rejoint ensuite le Cottey. Actuellement, le rejet de la STEP se perd dans le sol directement en sortie d'ouvrage.

Monsieur le Président explique que le projet de **mise en séparatif et de raccordement des effluents de Bressolles sur la STEP des îles à Niévroz** est susceptible de bénéficier de l'aide du Conseil Départemental de l'Ain et de l'Agence de l'Eau selon les modalités du Plan Départemental de l'Eau et du programme d'action « Sauvons l'Eau ! » (2013-2018).

Aussi, afin de percevoir la subvention qui pourrait être octroyée par le Conseil Départemental et l'Agence de l'Eau, il convient :

- De valider :
 - la totalité du projet (descriptif technique, lieu d'implantation des ouvrages,...),
 - le montant HT des études et travaux, et les modalités financières de ces derniers,
 - l'engagement de la collectivité à mener à terme ce projet,
- De solliciter l'aide du Conseil Départemental et de l'Agence de l'Eau,
- D'autoriser, pour ce projet de **mise en séparatif et de raccordement des effluents de Bressolles sur la STEP des îles à Niévroz**, le Département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence pour le compte de **la communauté de communes de la Côtère à Montluel** et à lui reverser,
- De demander, en justifiant et en motivant cette demande, un démarrage anticipé du projet à l'ensemble des financeurs éventuels, sans que cela n'engage ces derniers.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **VALIDE** la totalité du **projet de mise en séparatif et de raccordement des effluents de Bressolles sur la STEP des îles à Niévroz** (descriptif technique, lieu d'implantation des ouvrages...),
- ✚ **VALIDE** le montant HT **2 728 620 €** du projet (études et travaux), et les modalités financières de ce dernier,
- ✚ **VALIDE** l'engagement de la collectivité à mener à terme ce projet de **mise en séparatif et de raccordement des effluents de Bressolles sur la STEP des îles à Niévroz**,
- ✚ **SOLLICITE** les aides du Conseil Départemental de l'Ain et de l'Agence de l'Eau pour ce projet,
- ✚ **AUTORISE**, pour ce projet de **mise en séparatif et de raccordement des effluents de Bressolles sur la STEP des îles à Niévroz**, le département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence pour le compte de **la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel** et à lui reverser,
- ✚ **DEMANDE** l'autorisation au Conseil Départemental de l'Ain et à l'Agence de l'Eau de pouvoir commencer ce projet par anticipation, sans préjuger des aides éventuelles qui pourraient être attribuées.

DELIMITATION DU BASSIN D'ALIMENTATION DU CAPTAGE DE PIZAY, CARTOGRAPHIE DE SA VULNERABILITE INTRINSEQUE, DIAGNOSTIC TERRITORIAL DES PRESSIONS, ET DEFINITION D'UN PLAN D'ACTIONS / ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DU CONSEIL DEPARTEMENTAL ET DE L'AGENCE DE L'EAU

La Communauté de Communes de la Côtère exploite le captage de Pizay. Depuis quelques années, il est constaté ponctuellement, mais de manière récurrente, une contamination par le métolachlore. La Communauté de Communes de la Côtère s'est engagée auprès de l'Agence Régionale de la Santé à mettre en œuvre des mesures de protection.

Il est donc projeté de réaliser une étude afin de délimiter le bassin d'alimentation du captage de Pizay, de cartographier sa vulnérabilité intrinsèque, de réaliser un diagnostic territorial des pressions qui s'exercent sur ce bassin d'alimentation, et de définir un plan d'actions.

Monsieur le Vice-Président explique que le projet de **délimitation du bassin d'alimentation du captage de Pizay, de cartographie de sa vulnérabilité intrinsèque, de diagnostic territorial des pressions, et de définition d'un plan d'action**, est susceptible de bénéficier de l'aide du Conseil Départemental de l'Ain et de l'Agence de l'Eau selon les modalités du Plan Départemental de l'Eau et du programme d'action « Sauvons l'Eau ! » (2013-2018).

Aussi, afin de percevoir la subvention qui pourrait être octroyée par le Conseil Départemental de l'Ain et l'Agence de l'Eau, il convient :

- De valider :
 - la totalité du projet,
 - le montant HT des études, et les modalités financières de cette dernière,
 - l'engagement de la collectivité à mener à terme ce projet,
- De solliciter l'aide du Conseil Départemental de l'Ain et à l'Agence de l'Eau,
- D'autoriser, pour ce projet de **délimitation du bassin d'alimentation du captage de Pizay, de cartographie de sa vulnérabilité intrinsèque, de diagnostic territorial des pressions, et de définition d'un plan d'action**, le Département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence pour le compte de **la communauté de communes de la Côtère à Montluel** et à lui reverser,
- De demander, en justifiant et en motivant cette demande, un démarrage anticipé du projet au Conseil Départemental de l'Ain et à l'Agence de l'Eau, sans que cela n'engage ces derniers.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **VALIDE** la totalité du projet de **délimitation du bassin d'alimentation du captage de Pizay, de cartographie de sa vulnérabilité intrinsèque, de diagnostic territorial des pressions, et de définition d'un plan d'actions**,
- ✚ **VALIDE** le montant HT **170 440 €** du projet (études), et les modalités financières de ce dernier,
- ✚ **VALIDE** l'engagement de la collectivité à mener à terme ce projet de **délimitation du bassin d'alimentation du captage de Pizay, de cartographie de sa vulnérabilité intrinsèque, de diagnostic territorial des pressions, et de définition d'un plan d'actions**,
- ✚ **SOLLICITE** les aides du Conseil Départemental et de l'Agence de l'Eau pour ce projet,
- ✚ **AUTORISE**, pour ce projet de **délimitation du bassin d'alimentation du captage de Pizay, de cartographie de sa vulnérabilité intrinsèque, de diagnostic territorial des pressions, et de définition d'un plan d'actions**, le Département à percevoir l'aide attribuée par l'Agence de l'eau pour le compte de **la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel** et à lui reverser,
- ✚ **DEMANDE** l'autorisation au Conseil Départemental de l'Ain et à l'Agence de l'Eau de pouvoir commencer ce projet par anticipation, sans préjuger des aides éventuelles qui pourraient être attribuées.

DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA REGION AUVERGNE RHONE-ALPES DANS LE CADRE DE LA FOURNITURE ET POSE D'UN ABRI VELOS COLLECTIF SECURISE SUR LE PARKING SUD A PROXIMITE DE LA GARE DE MONTLUEL

La Communauté de Communes de la Côtière à Montluel souhaite mettre en place une politique forte en faveur du développement des liaisons douces, en partenariat étroit avec les communes de son territoire, ainsi que les acteurs du développement économique et touristique.

La mise en place de projets de liaisons douces seront nécessaires pour le développement et l'attractivité du territoire (liaisons gares et zones d'activités, zones d'activités et cœurs de villes et/ou villages, liaisons avec les infrastructures existantes et les autres territoires, etc.).

Un schéma directeur, lancé à la fin de l'année 2017, permettra de déboucher sur la définition d'un programme pluriannuel de création de liaisons douces sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes, à réaliser dans le cadre d'un programme pluriannuel d'investissement (PPI).

Dans ce contexte, la première phase consiste à mettre en place rapidement des abris vélos collectifs sécurisés à proximité des gares.

La première opération de cette première phase consiste en la fourniture et la pose d'un abri vélos collectif sécurisé à proximité du parking Sud de la Gare de Montluel – parking de co-voiturage réalisé en 2016 par la 3CM.

Une étude sera réalisée en fin d'année 2017 afin de mettre en place un abri vélos collectif sécurisé au sein même du bâtiment de la Gare de la Valbonne.

La communauté de communes a parallèlement mis en place une location longue durée de 5 vélos électriques, à disposition des services, qui stationneront en permanence dans l'abri de la gare de Montluel.

Le projet consiste à mettre en place un abri vélos collectif sécurisé de 4m20 x 6m30, intégrant l'ensemble des travaux (terrassement, génie civil, fourniture et pose de l'abri, raccordement électrique).

Cet abri permettra le stockage en sécurité de 9 à 18 vélos « normaux » et de 7 vélos électriques sur bornes rechargeables.

Situé sur le parking Sud de la Gare de Montluel, ce dernier bénéficiera aux citoyens du territoire, ainsi qu'aux salariés des zones d'activités situés à proximité (Parc d'Activités des Prés Seigneurs, Cap & Co, Parc la Saccunière, Parc de la Plaine, parc Dombes Côtière Activités, etc...).

Des entreprises du territoire se sont déjà positionnées sur l'achat de vélos électriques pour leurs salariés (CARRIER, HEXEL, etc.). La communauté de communes a également contracté avec la Sté ID MOVING pour la location longue durée de vélos électriques pour son personnel, prestation intégrant la mise à disposition de bornes de rechargement.

Les salariés pourront prendre le train, et récupérer leur vélo à la Gare de Montluel (ligne RFF Lyon/Bourg-en-Bresse), pour rejoindre leur lieu de travail, avec un retour inversé en fin de journée.

Un contrôle d'accès par système de badge et de digicode, relié à une application smartphone et à une plateforme internet, permettra un accès sécurisé et facilité.

Ce service sera également mis à disposition des habitants du territoire qui désireront poser leur vélo.

Une étude de mutualisation des vélos appartenant aux entreprises pour une mise à disposition de quiconque en période creuse, sera lancée prochainement (notamment pour les activités touristiques durant le mois d'Août, mois « creux » pour les entreprises).

Le plan de financement du projet est le suivant :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT*	Nature des recettes	Taux	Montant
Fourniture et pose d'un abri vélo collectif sécurisé	27 560,00 €	Subvention Région Auvergne-Rhône-Alpes	20%	8 398,07 €
Génie civil / VRD	9 443,50 €	Autofinancement de la commune/ ou de l'EPCI		33 592,27 €
Raccordement électrique	4 986,84 €			
TOTAL	41 990,34 €	TOTAL		41 990,34 €

*La subvention régionale est calculée sur la base de dépenses d'investissement HT.

Les travaux ont été inscrits au Budget Principal 2017.

La Région Auvergne Rhône-Alpes (AURA), du fait de sa politique forte en faveur du développement des modes doux, et notamment du vélo, est à même de soutenir ce type de projet.

Entendu l'exposé de Monsieur le Président et après en avoir délibéré le conseil communautaire à l'unanimité,

✚ **AUTORISE** le Président à solliciter pour le projet susmentionné l'aide de la Région Auvergne Rhône-Alpes,

✚ **AUTORISE** le Président à engager les opérations concernées et à mobiliser les fonds correspondants.

AVENANT N°1 DU CONTRAT DE MAÎTRISE D'ŒUVRE AYANT POUR OBJET LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA ZAC DES VIADUCS À LA BOISSE

La Communauté de Communes a confié le 25 juillet 2016 au bureau d'études SEGIC, une mission de maîtrise d'œuvre pour un montant forfaitaire de 52 400,00 € HT.

Le programme du maître d'ouvrage avait pour objet les travaux d'aménagement de la ZAC des Viaducs.

Conformément à l'article 4.1 du CCAP, le forfait définitif pour la tranche ferme, la mission de base et les tranches optionnelles, a été calculé suivant les phases AVP/PRO.

Le montant supplémentaire dû au calcul forfait définitif est de **19 263,31 € HT**.

Le nouveau montant du contrat de maîtrise d'œuvre est ainsi porté à **71 663,31 € HT, soit 85 995,97 € TTC** (augmentation de 36,8%), suivant le détail établi dans l'avenant N°1.

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

✚ **AUTORISE** le Président à signer l'avenant n°1 du contrat de maîtrise d'œuvre ayant pour objet les travaux d'aménagement de la ZAC des Viaducs à La Boisse.

CONVENTION CONCLUE ENTRE L'ETAT ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA COTIERE A MONTLUEL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 851-1 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE POUR LA GESTION DES AIRES DES GENS DU VOYAGE POUR L'ANNEE 2017

La loi de finances 2014 a posé les bases d'une réforme du dispositif de soutien aux aires d'accueil des gens du voyage visant à remplacer, pour partie l'aide forfaitaire, par une aide conditionnée à l'occupation effective des places. En effet, jusqu'à présent la 3CM percevait chaque année une somme forfaitaire de 50 860.80€ (132.45€ X 12 mois X 32 places) versée par la Caisse d'Allocations Familiales.

Cette mesure vise à favoriser une meilleure occupation des aires dans une logique de poursuite du développement des aires d'accueil, en suivant les préconisations du rapport de la Cour des Comptes d'octobre 2012 sur l'accueil et l'accompagnement des gens du voyage.

Afin d'assurer la mise en œuvre de ce nouveau dispositif, un décret et un arrêté du 30 décembre 2014 ont modifié le cadre réglementaire pour rendre opérationnelle la réforme de l'aide au logement temporaire dit « ALT 2 » à compter du 1er janvier 2015.

L'article L 851-1 du code de la sécurité sociale prévoit qu'une aide, déterminée en fonction d'une part du nombre de places conformes et disponibles et d'autre part, de l'occupation effective de celles-ci, est versée au gestionnaire d'une ou plusieurs aires d'accueil.

Le versement de l'aide est subordonné à la signature d'une convention entre l'Etat (Préfet) et le gestionnaire, conclue par année civile. Une nouvelle convention sera établie chaque année, celle-ci ne pouvant être renouvelée par avenant.

Le financement du dispositif est assuré à parité par l'Etat et le fonds national des prestations familiales. Les CAF sont chargées du service de l'allocation et liquident l'aide sur la base des conventions pour les versements provisionnels mensuels et de la décision préfectorale pour la régularisation de l'aide.

Les modalités de calcul et de versement de l'aide sont les suivantes :

- pour chaque aire, un montant provisionnel mensuel est versé au gestionnaire pour l'année n. Il est composé :
 - d'un montant fixe déterminé en fonction du nombre de places conformes aux normes techniques effectivement disponibles, par mois, par aire d'accueil fixé dans la convention. Le montant mensuel correspondant s'élève au nombre de place disponibles par mois multiplié par 88.30€.
 - d'un montant variable (provisionnel) déterminé en fonction du taux moyen d'occupation mensuel prévisionnel, égal au nombre de jour prévisionnel d'occupation mensuel des places divisé par le nombre de places effectivement disponibles. Cette prévision repose notamment sur les taux moyens d'occupation mensuels observés les deux années précédentes.

Le montant définitivement dû au titre de l'ALT 2 pour une aire, s'analyse donc postérieurement à l'année civile.

L'aide composée du montant fixe et du montant provisionnel variable, est versée mensuellement, à terme échu, par douzième, au gestionnaire de l'aire par la Caisse d'Allocations Familiales, sur la base de la convention conclue entre l'Etat et le gestionnaire de l'aire d'accueil.

La Communauté de Communes de la Côtière à Montluel, au regard de l'arrêté portant modification des compétences du 25 juillet 2017, est gestionnaire de l'aire d'accueil des gens du voyage de la commune de La Boisse.

Vu l'article L851-1 du Code de la Sécurité Sociale,

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **AUTORISE** le Président à signer la convention avec l'Etat pour la gestion de l'aire des gens du voyage pour l'année 2017.

ACQUISITION FONCIERE DE LA PARCELLE A1900 SISE SUR LA COMMUNE DE LA BOISSE – CLAUDE BARBET / 3CM

Monsieur le Président rappelle que les communes, par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2007, ont transféré la compétence « production et stockage de l'eau potable » à la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel (3 CM).

Le transfert de compétence, d'après l'article L.1321-1 du CGCT, entraîne de plein droit, la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Par ailleurs, cette « mise à disposition » emporte le transfert de tous les droits et obligations du propriétaire à l'exception du droit d'aliéner. De plus, l'article L.3112-2 du code de la santé publique rend obligatoire l'acquisition foncière des terrains constituant le périmètre de protection immédiate.

A ce titre, un arrêté de déclaration d'utilité publique a été pris en date du 18 janvier 1990.

Aussi, la 3CM a contacté tous les propriétaires concernés pour leur faire part de son souhait d'acquérir à l'amiable les parcelles impactées.

A ce titre, la parcelle cadastrée A1900, sise sur la commune de La Boisse, d'une contenance de 270 m² appartenant à M. Claude BARBET se trouve être dans le périmètre de protection immédiate de la source n°3, lieudit « Petit Jurieux ».

Aussi, afin de respecter cette déclaration d'utilité publique d'une part et suite à l'accord du propriétaire en date du 19 juillet 2017 d'autre part, la 3CM propose au conseil communautaire d'acquérir cette parcelle pour la somme de 270 € HT, à laquelle s'ajoutent les frais d'acte notariés.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

✚ **AUTORISE** l'acquisition de la parcelle n°A1900 sise sur la commune de La Boisse aux conditions énoncées ci-dessus,

✚ **AUTORISE** le Président à signer l'acte authentique.

ACQUISITION FONCIERE DE LA PARCELLE B574 SISE SUR LA COMMUNE DE PIZAY – INDIVISION CHANOSZ / 3CM

Monsieur le Président rappelle que les communes, par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2007, ont transféré la compétence « production et stockage de l'eau potable » à la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel (3 CM).

Le transfert de compétence, d'après l'article L.1321-1 du CGCT, entraîne de plein droit, la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Par ailleurs, cette « mise à disposition » emporte le transfert de tous les droits et obligations du propriétaire à l'exception du droit d'aliéner. De plus, l'article L.3112-2 du code de la santé publique rend obligatoire l'acquisition foncière des terrains constituant le périmètre de protection immédiate. A ce titre, un arrêté de déclaration d'utilité publique a été pris en date du 18 janvier 1990.

Aussi, la 3CM a contacté tous les propriétaires concernés pour leur faire part de son souhait d'acquérir à l'amiable les parcelles impactées.

A ce titre, la parcelle cadastrée B574, sise sur la commune de Pizay, d'une contenance de 200 m² appartenant à Messieurs Maurice CHANOSZ, Edouard CHANOSZ et André CHANOSZ, se trouve être dans le périmètre de protection immédiate du surpresseur de Bressolles.

Aussi, afin de respecter cette déclaration d'utilité publique d'une part et suite à l'accord des propriétaires en date du 12 juin 2017 d'autre part, la 3CM propose au conseil communautaire d'acquérir cette parcelle pour la somme de 300 € HT, à laquelle s'ajoutent les frais d'acte notariés.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

✚ **AUTORISE** l'acquisition de la parcelle n°B574 sise sur la commune de Pizay aux conditions énoncées ci-dessus,

✚ **AUTORISE** le Président à signer l'acte authentique.

ACQUISITION FONCIERE DE LA PARCELLE ZE0101 SISE SUR LA COMMUNE DE PIZAY – DIOCESAINE DE BELLEY / 3CM

Monsieur le Président rappelle que les communes, par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2007, ont transféré la compétence « production et stockage de l'eau potable » à la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel (3 CM).

Le transfert de compétence, d'après l'article L.1321-1 du CGCT, entraîne de plein droit, la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Par ailleurs, cette « mise à disposition » emporte le transfert de tous les droits et obligations du propriétaire à l'exception du droit d'aliéner. De plus, l'article L.3112-2 du code de la santé publique rend obligatoire l'acquisition foncière des terrains constituant le périmètre de protection immédiate.

A ce titre, un arrêté de déclaration d'utilité publique a été pris en date du 18 janvier 1990.

Aussi, la 3CM a contacté tous les propriétaires concernés pour leur faire part de son souhait d'acquérir à l'amiable les parcelles impactées.

A ce titre, la parcelle cadastrée ZE0101, sise sur la commune de Pizay, d'une contenance de 760 m² appartenant à la Diocésaine de Belley, se trouve être dans le périmètre de protection immédiate du puits de Pizay.

Aussi, afin de respecter cette déclaration d'utilité publique d'une part et suite à l'accord du propriétaire en date du 10 juillet 2017 d'autre part, la 3CM propose au conseil communautaire d'acquérir cette parcelle pour la somme de 296 € HT, à laquelle s'ajoutent les frais d'acte notariés.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

✚ **AUTORISE** l'acquisition de la parcelle n°ZE0101 sise sur la commune de Pizay aux conditions énoncées ci-dessus,

✚ **AUTORISE** le Président à signer l'acte authentique.

DESIGNATION DU JURY DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REALISATION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF SIS SUR LA ZAC CAP & CO

Monsieur le Président expose que la mise en œuvre de la ZAC Cap et Co sise pour partie sur le territoire de la commune de Montluel et pour partie sur le territoire de la commune de La Boisse prévoit la réalisation d'un équipement public de proximité, à savoir la construction d'un pôle sportif.

En effet dans le cadre de la déconstruction du gymnase actuel de la Sereine pour notamment des raisons de vétusté et de normes, il convient de déplacer les activités hébergées actuellement dans la salle gymnique sise sur Montluel dans le nouvel espace. Pour rappel, il s'agit des activités de gymnastique, de boxe, de karaté et de judo.

A noter que ce pôle sportif devra en conséquence, être conçu pour répondre aux besoins du territoire, l'objectif étant d'investir dans un équipement qui ne soit pas seulement une charge financière.

Aussi, outre le transfert des activités précisées ci-avant, ce projet devra porter une réflexion :

- D'une part sur la possibilité de détendre l'occupation des autres gymnases de la 3CM,
- D'autre part sur l'arrivée et le portage d'activités sportives et de loisirs privés.

Dès lors, en application de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2017, la 3CM étant compétente pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements sportifs d'intérêt communautaire, Monsieur le Président propose de procéder à la désignation du jury de concours de maîtrise d'œuvre.

En effet, conformément à l'article du Journal Officiel, décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, il y a lieu d'organiser un concours d'architecte.

Dans cette perspective, un avis d'appel public à la concurrence sera lancé en vue de retenir 3 candidats. Par ailleurs, une prime sera allouée aux participants conformément au règlement du concours.

Le montant de la prime est librement défini par la 3CM et est indiqué dans les documents de consultation.

C'est pourquoi, il vous est proposé :

- De désigner les membres du jury,
- De désigner les membres de la commission technique,
- De fixer le montant de la prime pour les candidats qui ont remis une offre.

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, article 8,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, articles 88 et 90,

Vu le code général des collectivités territoriales,


Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2017 portant modification des statuts de la 3CM,

Vu la délibération n°2014/04/33 du 28 mai 2014 et la délibération n°2015/10/110 bis du 1^{er} octobre 2015 portant création et désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres,

Considérant la nécessité de mettre en place les procédures réglementaires à la passation d'un concours de maîtrise d'œuvre,

Après en avoir entendu et délibéré à l'unanimité,

Le conseil communautaire décide :


 **De DESIGNER** comme membres du jury :

- Monsieur le Président de la 3CM,
- Les membres de la Commission d'Appel d'Offres de la 3CM,
- Deux représentants de professionnels de l'objet du marché, désignés par l'ordre des architectes,
- Un ingénieur économiste de la construction (UNTEC, CINOV...),

 **De DESIGNER** les membres de la commission technique :

- La Directrice Générale des Services,
- Le chef de pôle Infrastructures,
- L'assistant à maîtrise d'ouvrage,
- Les membres de la commission sport et patrimoine,
- Le coordonnateur sécurité protection de la santé (SPS).

Monsieur le Trésorier ainsi qu'un représentant de la Direction générale de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) pourront assister avec voix consultative aux débats du jury.

 **De FIXER** à 15 000 € HT par équipe le montant de la prime aux participants qui ont remis des prestations conformes au règlement de concours,

 **D'IMPUTER** la dépense au budget principal.

SUBVENTION 2017 ECOLE DE MUSIQUE

Monsieur le Président rappelle que lors du vote des budgets 2017, le conseil de communauté a décidé d'attribuer à l'école de musique de Montluel, un montant de subvention à hauteur de 27 190 € correspondant à 50% du montant alloué en 2016, au motif de la réorganisation administrative en cours de l'association.

Au vu des derniers éléments communiqués par l'école de musique à la 3CM, il est proposé à l'assemblée délibérante d'allouer le solde de cette subvention, soit 27 190 € sur les restes à valoir (33 700 €) des crédits alloués au titre des subventions votées par délibération n°2017/04/36 du 6 avril 2017.

En conséquence, la subvention totale versée à l'école de musique s'élèvera à 54 380 €, soit un montant à l'identique de l'exercice 2016.

Vu la délibération n°2017/04/36 du 6 avril 2017 relative au vote des subventions 2017,

Considérant la demande de subvention formulée par l'école de musique de Montluel,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

✚ **VOTE** le versement du solde de la subvention 2017 à l'école de musique de Montluel pour un montant de 27 190 €.

DECISION MODIFICATIVE N° 2 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Les modifications proposées intègrent :

1. les transferts de crédits d'opération à opération en fonction de l'avancée des travaux ou d'écritures pour la bonne exécution du budget.

A ce titre, il est proposé au conseil de communauté les décisions modificatives suivantes :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
IMPUTATION	OUVERTURES DE CREDITS	REDUCTION DE CREDITS
022/022 (dépenses imprévues)		9 000 €
65/6542 (créances éteintes)	9 000 €	

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

✚ **AUTORISE** les transferts de crédits ou d'écritures tels que définis ci-dessus pour la bonne exécution du budget annexe de l'assainissement.

VOTE DU PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2017-2022

Lors du séminaire du 12 juillet 2016, les maires du territoire et les membres du bureau exécutif de la 3CM se sont réunis pour définir et partager les grandes orientations d'un projet à l'échelle du territoire de la 3CM, décliné dans un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) et adossé à un pacte fiscal et financier.

Pour faciliter les étapes de réflexion et préparer les échanges sur chacune des compétences de la 3CM, la méthodologie proposée a été d'identifier :

- Les enjeux pour permettre le débat quant à leur importance,
- Les objectifs pour les partager et en régler le curseur,
- Les actions majeures engagées ou envisagées afin d'établir la prospective financière.

Pour disposer des temps de travail et d'échanges collectifs, 10 réunions ont été nécessaires et se sont tenues :

- Les 16 et 23 novembre 2016,
- Le 21 décembre 2016,
- Les 18 et 25 janvier 2017,
- Les 1er, 15 et 22 février 2017,
- Les 8 et 15 mars 2017,

aboutissant sur 9 axes :

- 1^{er} axe : sport,
- 2^{ème} axe : Mobilité / voiries communautaires,
- 3^{ème} axe : Solidarité / logement / prévention,
- 4^{ème} axe : Développement touristique,
- 5^{ème} axe : Les déchets,
- 6^{ème} axe : Environnement / rivières et torrents,
- 7^{ème} axe : Développement économique,
- 8^{ème} axe : Culture,
- 9^{ème} axe : Equipement public,
- 10^{ème} axe : Gestion de l'eau potable.

Par ailleurs, ce projet de territoire a été présenté en séance du conseil communautaire le 30 mars 2017 et des conseils municipaux de :

- Sainte-Croix le 11 mai 2017,
- La Boisse le 22 mai 2017,
- Bressolles le 30 mai 2017,
- Dagneux le 30 mai 2017,
- Béligneux le 19 juin 2017,
- Pizay le 29 juin 2017,
- Balan le 11 juillet 2017,

ainsi qu'aux habitants du territoire lors d'une réunion publique le 11 juillet 2017.

Lors des présentations dans les conseils municipaux, les remarques suivantes ont été relevées :

- **1^{er} axe – SPORT** : Pour la construction du prochain gymnase, prévoir une piste d'athlétisme normalisée de 400m, agréée France.
- **2^{ème} axe – MOBILITE / VOIRIES COMMUNAUTAIRES** :
 - Bornes de recharge pour véhicules électriques,
 - Pistes cyclables à créer rue du Dauphiné, négociation avec La Défense.
- **4^{ème} axe – DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE** :
 - Renforcer l'offre d'hébergement insuffisante au regard de l'affluence liée aux salons de Lyon,
 - Un lieu de biodiversité à mettre en scène : Les Tourbières (entre Montluel et Ste Croix),
 - La liaison Via Rhôna – Montluel.
- **5^{ème} axe – DECHETS** :
 - Accentuer la communication,
 - TEOMI : Attention particulière vis-à-vis des collectifs si nous ne changeons pas de système (collecte porte à porte),
 - Ne pouvons-nous pas engager des interventions sur les déchets d'emballage dans les grandes surfaces,
 - Pas d'uniformité sur le tri dans les différentes régions de France. Les militaires sont confrontés à des changements d'usages.

Il convient donc aujourd'hui de formaliser et de concrétiser ce projet de territoire en délibérant sur le Plan Pluriannuel qui en découle.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- ✚ **VALIDE** le projet de territoire et le plan pluriannuel qui en résulte tel qu'il lui a été présenté et annexé à la présente délibération.


RAPPORT D'ACTIVITE 2016 DU SYNDICAT MIXTE D'ORGANOM

En 2016, Organom était composé de 16 communautés de communes et 1 communauté d'agglomération soit 17 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), représentant au total 196 communes soit 323 295 habitants. Le syndicat correspond au secteur centre-sud du département de l'Ain.

Organom, syndicat intercommunal de traitement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés, a en charge le transfert, le transport, le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés. Celui-ci développe également la prévention des déchets à travers des actions qui visent à réduire les quantités de déchets produits et leur nocivité.

A ce titre, Monsieur Bertrand GUILLET, Vice-Président en charge des déchets, soumet le rapport d'activité 2016 du Syndicat Mixte Organom à l'avis du conseil de communauté.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

 **DONNE** son quitus à la fois sur le travail accompli et sur les actions du Syndicat Mixte d'Organom.

SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT – ACTIVITE ANNEE 2016

Christian PRADIER, Administrateur désigné, rappelle que la collectivité est actionnaire de la SPL Gestion des espaces publics du Rhône Amont. A ce titre, il a été désigné pour siéger à l'assemblée spéciale.

Il convient donc que le conseil communautaire délibère sur ce rapport annuel.

La Société de gestion des espaces publics du Rhône Amont est une SPL (Société Publique Locale), société détenue à 100 % par des collectivités territoriales. Son nom commercial est SEGAPAL.

Le capital de la SPL a été porté de 670 000 € à 699 949 € en 2016. Le capital est réparti entre 21 actionnaires et 4 nouvelles communes ont rejoint la SPL : Beynost, Saint Maurice de Beynost, Villette d'Anthon et Jonage.

Le Président de la SPL est M. Gilbert-Luc DEVINAZ et le Directeur Général est M. Didier MARTINET. L'assemblée spéciale qui représente les petits actionnaires est présidée par M. Jacques BERTHOU.

63 salariés composent le personnel de la SPL.

La mission la plus importante concerne la gestion et l'animation du Grand Parc Miribel Jonage. Cette mission se déroule dans le cadre d'une DSP confiée à la SEGAPAL qui intervient comme régisseur intéressé du SYMALIM, syndicat propriétaire du Grand Parc.

L'année 2016 a été une année difficile dans la gestion du Grand Parc car les recettes des graviers se sont arrêtées et la baisse de participation des collectivités au Grand Parc ont amené la SEGAPAL à réduire ses coûts de fonctionnement et à diminuer certaines prestations.

La SPL effectue d'autres missions en dehors du Parc notamment l'entretien de la piste cyclable de l'anneau bleu et l'exploitation de la Navette fluviale sur le canal de Jonage ou encore l'entretien de l'accès sud du grand stade.

La SPL SEGAPAL intervient pour le compte de la 3CM sur le site Natura 2000 « Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône de Jons à Anton ». Ce site d'une surface de 384 hectares se caractérise par sa richesse écologique due à la présence de plusieurs îlots en eau bordés par une importante ripisylve.


La SPL SEGAPAL est chargée d'accompagner la 3CM dans sa mission d'animation de ce site Natura 2000. Plus concrètement, il s'agit de mettre en place des actions pour la préservation du patrimoine naturel remarquable du site tout en conciliant les activités humaines présentes et d'organiser la concertation.

Le budget 2016 de la SEGAPAL s'établit à 3 965 K€ en charges et à 4 005 K€ en recettes, pour un résultat de + 40 K€.

C'est la 12^{ème} année consécutive que le résultat de la SEGAPAL est positif.

Tels sont les principaux éléments concernant l'activité écoulée de la SPL SEGAPAL pour l'année 2016.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, et à 29 voix pour (Romain DAUBIÉ ne prenant pas part au vote au motif de sa qualité d'administrateur),

 **DONNE** son quitus à la fois sur le travail accompli et sur les actions de la SPL SEGAPAL.


Interventions :

François DROGUE : L'alimentation en eau potable de Lyon mériterait une rémunération de la SEGAPAL et du Grand Parc.

La prochaine assemblée générale se tiendra le 25 janvier 2018.


INFORMATIONS DIVERSES


 Commission développement économique : le jeudi 26 octobre à 19h.

 1^{ère} Pierre Cap et Co : le jeudi 14 septembre 2017 à 11h.

 Commission déchets : le jeudi 14 septembre à 18h30.

 Tourisme : Journées du patrimoine les 16 et 17 septembre.

 ZAC en scène : les 6 et 7 octobre 2017 au gymnase de La Côtère.

 Permis de conduire : Danielle BOUCHARD sollicite les communes pour rappeler aux jeunes, via leur bulletin municipal, de venir se faire recenser dès 16 ans.

 Dates de vœux 2018 :

BELIGNEUX	Jeudi 4 janvier	19h
BALAN	Vendredi 5 janvier	19h
DAGNEUX	Samedi 6 janvier	11h
SAINTE CROIX	Samedi 6 janvier	19h
LA BOISSE	Mardi 9 janvier	19h
BRESSOLLES	Jeudi 11 janvier	19h
NIEVROZ	Vendredi 12 janvier	19h
MONTLUEL	Samedi 13 janvier	10h30
PIZAY	Mardi 16 janvier	19h

**Prochain conseil communautaire :
le 5 octobre 2017 à 19h00**